

---

## Le « conservatisme » en Russie : instrument politique ou choix historique ?

---



*Leonid Poliakov,  
Décembre 2015*

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à l'adresse suivante : [campagne@ifri.org](mailto:campagne@ifri.org)

### **Publications récentes**

- I. Timofeev, E. Alekseenkova, « L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes », *Russie.Nei.Visions*, n° 89, décembre 2015.
- I. Bounine, A. Makarkine, « État et milieux d'affaires en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 88, novembre 2015.
- M. Korostikov, « Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes », *Russie.Nei.Visions*, n° 87, août 2015.

## Auteur

---

Léonid Poliakov est docteur en philosophie et professeur au Département de science politique au Haut Collège d'Économie de Moscou. Il est membre du Conseil des experts de l'Institut d'études socio-économiques et politiques (ISEPI, Moscou) et président du comité de rédaction du journal *Tetradj po konservatizmu* [Les Cahiers du conservatisme].

Parmi ses publications récentes :

- « Êlektoral'nyj avtoritarizm i rossijskij slučaj » [L'autoritarisme électoral et le cas russe], *POLITIA. Analiz. Hronika. Prognoz* [Analyse. Chronique. Prévisions], 2015, n° 2, p. 6-20.
- « Zakat plebiscitarnoj demokratii ? » [Le déclin de la démocratie plébiscitaire ?], *POLIS (Études politiques)*, 2014, n° 2, p. 179-184.
- « Rossijskij konservatizm : vyzovy i otvety » [Conservatisme russe : défis et réponses], Prépublication, École des hautes études en sciences économiques, série WP14, « Théorie politique et analyse politique », 2014.

# Sommaire

---

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>PRAGMATISME CONSERVATEUR OU CONSERVATISME PRAGMATIQUE ?..</b>	<b>6</b>
<b>LE « CHOC DES INTERPRÉTATIONS ».....</b>	<b>9</b>
<b>OÙ MÈNE LE « TOURNANT CONSERVATEUR » ? .....</b>	<b>15</b>

## Résumé

---

Le troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine se déroule sous la bannière du « tournant conservateur ». Les autorités russes sont-elles finalement parvenues à définir leur idéologie en faisant du conservatisme leur doctrine officielle (mais pas étatique), avec les conséquences que ce choix implique sur le long terme pour les politiques intérieure et étrangère de la Russie ? Ou faut-il plutôt voir dans cette invocation du conservatisme une simple manœuvre politique destinée à permettre au Kremlin d'atteindre certains de ses objectifs (lutte contre l'opposition libérale, renforcement de la légitimité du régime, etc.) ?

Les experts russes comme étrangers restent partagés. Le présent article s'efforce de tenir compte des arguments des deux parties, tout en émettant l'hypothèse que le « tournant conservateur » ne se résume pas à une simple tactique politicienne du Kremlin. Si les autorités s'en servent fréquemment pour régler certains défis à court terme, l'adoption du conservatisme est susceptible de donner naissance à une véritable stratégie de long terme.

En politique intérieure, le discours sur le conservatisme se situe dans le prolongement de la rhétorique sur la « démocratie souveraine », et peut servir de ciment idéologique. Au plan international, une Russie conservatrice peut se révéler un partenaire plus attrayant non seulement pour les droites européennes mais également pour les pays de la région Asie-Pacifique – un argument de poids à l'heure où la politique étrangère russe exprime clairement son souhait d'opérer un « pivot vers l'Est ».

# Introduction

---

Depuis le début de la crise en Ukraine, la « réintégration » (« annexion » selon les Occidentaux) de la Crimée et de Sébastopol à la Russie et la guerre dans le Donbass, les relations russo-occidentales sont entrées dans une phase que l'on pourrait qualifier de « guerre froide post-soviétique ». Les deux parties défendent leurs positions avec intransigeance et se fondent sur leur propre interprétation des normes et principes du droit international. Cette confrontation dure depuis plus d'un an et demi et risque de s'éterniser. L'Occident emploie à l'encontre de la Russie une combinaison de sanctions individuelles et sectorielles (qui touchent notamment la population de la Crimée et de Sébastopol) auxquelles s'ajoutent des pressions politiques, diplomatiques et médiatiques, l'objectif à terme étant, vraisemblablement, de provoquer un changement de cap de la politique russe, voire un changement de régime.

Dans le cas de la Crimée et de Sébastopol, ainsi que dans sa stratégie de soutien au Sud-Est de l'Ukraine, la Russie semble avoir fait un choix conscient et irréversible. Ce choix a été rendu possible, dans une large mesure, par la consolidation de la société autour des valeurs conservatrices, en cours dans le pays depuis le début des années 2010. C'est précisément cette tendance idéologique qui explique la réaction quasi unanime de l'élite politique russe aux événements à Kiev et le soutien à la politique intérieure et extérieure conduite par le président Poutine lors de la phase la plus aiguë de la crise ukrainienne.

Cela ne signifie pas que tous les responsables politiques et la majorité des citoyens du pays sont subitement devenus conservateurs. Le conservatisme s'est révélé un paradigme adapté au compromis idéologico-politique auquel le pays semblait aspirer – un compromis sans lequel l'histoire mondiale post-Maïdan aurait pu être différente. Le présent article vise à comprendre la nature, les causes et les conséquences du « tournant conservateur » pour la Russie et pour la communauté internationale.

# Pragmatisme conservateur ou conservatisme pragmatique ?

---

Le troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine se caractérise par un virage idéologique notable. Le conservatisme, qui était auparavant l'idéologie officielle du parti au pouvoir Russie unie (ou le « conservatisme social », selon l'interprétation faite par l'un de ses principaux théoriciens, Andreï Issaev), et qui a aujourd'hui pratiquement disparu des documents officiels du parti, a finalement été adopté par le pouvoir russe. Dans une entrevue accordée en 2013, Vladimir Poutine, qui avait jusqu'alors par principe évité toute référence idéologique<sup>1</sup>, a défini son positionnement de la façon suivante :

« Je pense qu'on peut me qualifier de *pragmatique avec un penchant conservateur*. (...) Le conservatisme ne signifie pas la stagnation. Le conservatisme s'appuie sur les valeurs traditionnelles mais reste aussi, nécessairement, tourné vers le développement. Cela me semble être absolument fondamental. Le plus souvent, dans la plupart des pays du monde, on assiste à un cycle selon lequel les conservateurs accumulent des ressources et des moyens financiers, et créent les conditions de la croissance économique. Viennent ensuite des révolutionnaires, qui organisent rapidement le partage de tout cela, d'une façon ou d'une autre. D'ailleurs, ce ne sont pas nécessairement de véritables révolutionnaires ; il peut s'agir de représentants de mouvements de gauche, de partis de gauche ou d'individus réellement radicaux. Ils procèdent ainsi à un grand partage, ce qui plaît à tout le monde. Puis survient le temps de la déception : on découvre que tout a été consommé ou détérioré, et qu'il faut se remettre à accumuler des ressources. Les gens le comprennent et font de nouveau appel aux conservateurs. Ceux-ci reprennent le harnais, se mettent à travailler, parviennent de nouveau à accumuler des richesses... et on leur dit alors, une

---

<sup>1</sup> « "Russkij nacionalist" Dmitrij Medvedev » [Le « nationaliste russe » D. Medvedev], <Inosmi.ru>, 10 mars 2008, <<http://inosmi.ru/world/20080310/240115.html>>. La seule exception est probablement la conversation qu'a eue V. Poutine avec A. Merkel le 8 mars 2008, quand il s'est exprimé ainsi : « Dmitri Medvedev aura la liberté d'exprimer ses opinions libérales. Mais il n'est pas moins un *nationaliste russe* (dans le bon sens du terme) que moi, et pour nos partenaires, il ne sera pas plus facile de travailler avec lui qu'avec moi. Il protégera les intérêts de la Fédération de Russie avec la plus grande énergie. » Même ici, il semble avoir volontairement joué sur les mots, n'employant la formule « nationaliste russe » que comme un synonyme exalté de « patriote ».

fois de plus : allez, ça suffit, on a assez mis de côté, il est temps de partager. Ce cycle se reproduit sans cesse en politique »<sup>2</sup>.

Cette auto-description fournie par le président russe suggère une conclusion ambivalente, sa posture pouvant être qualifiée de « *pragmatisme* conservateur » ou de « *conservatisme* pragmatique ». La question est de savoir lequel de ces deux termes est employé en tant qu'adjectif et lequel l'est en tant que substantif.

La « grammaire » poutinienne incite à reconnaître la primauté et le caractère prioritaire du terme « pragmatique ». En effet, le président commence par se présenter précisément comme un « pragmatique avec un penchant conservateur ». Mais, plus loin, en révélant sa perception du conservatisme, il présente ce concept comme une *philosophie* politique qui permet de tirer deux conclusions *pragmatiques* clé.

Premièrement, le conservatisme est compris comme la définition d'un cap politique dont le principe fondamental repose sur les valeurs traditionnelles (ou conservatrices, ce qui ici revient au même)<sup>3</sup>. Deuxièmement, le conservatisme (exactement comme dans la définition donnée par S. Huntington<sup>4</sup>) est présenté comme une idéologie opposée par nature à toute forme de radicalisme, et particulièrement au radicalisme de gauche. C'est-à-dire comme une position légitimée par le *bon sens* : avant de dépenser quoi que ce soit, il faut accumuler de la richesse. Puis « avant d'interrompre le processus qui a permis d'atteindre le stade de développement actuel, il faut comprendre comment fonctionnent les nouveaux mécanismes. C'est d'une très grande importance »<sup>5</sup>.

Ces réflexions de Vladimir Poutine montrent que celui-ci considère le conservatisme comme une vision politique et morale du monde cohérente et pleine de bon sens. C'est sur cette base qu'il a fondé sa campagne électorale de l'hiver 2011-2012 et sa stratégie de développement national jusqu'en 2025, présentée à la population sous la forme de ce que l'on a appelé les « décrets de

<sup>2</sup> Entretien à la Première chaîne et à l'agence Associated Press, <Kremlin.ru>. 4 septembre 2013, <<http://kremlin.ru/events/president/news/19143>>.

<sup>3</sup> Comme V. Poutine l'a souligné lors de l'une des discussions qui s'est tenue dans le cadre du Club Valdaï en 2014 : « Pour que la société existe, il convient de soutenir des choses élémentaires que l'humanité a élaborées au cours des siècles : c'est le respect de la maternité et de l'enfance, le respect de notre histoire et de ses accomplissements, le respect de nos traditions et des religions traditionnelles ». Réunion du Club Valdaï, 24 octobre 2014, <<http://kremlin.ru/events/president/news/46860>>. Le président a élargi la notion de valeurs conservatrices dans un autre discours : « Le travail consciencieux, la propriété privée, la liberté d'entreprise : ce sont des valeurs conservatrices fondamentales, je tiens à le souligner ». Adresse du président à l'Assemblée fédérale, 4 décembre 2014, <[www.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/47173](http://www.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/47173)>.

<sup>4</sup> S.P. Huntington, « Conservatism as an Ideology », *The American Political Science Review*, n° 51, 1957.

<sup>5</sup> Réunion du Club Valdaï, 24 octobre 2014, <<http://kremlin.ru/events/president/news/46860>>.



mai » 2012. Une question se pose : à quel point ce credo conservateur personnel du président peut-il, à l'étape actuelle du développement du pays et dans le contexte international que l'on connaît, contribuer à faire du conservatisme une idéologie certes non étatique (l'article 13 de la Constitution russe l'interdit) mais officielle et, plus largement, nationale ? En d'autres termes, le « tournant conservateur » amorcé par la Russie n'est-il qu'un outil politique inventé *ad hoc* qui produit des résultats à court terme mais se révèle inutile voire néfaste à moyen et à long termes ? À l'inverse, si ce tournant n'est pas simplement conjoncturel et s'inscrit dans la longue tradition culturelle, historique, politique et philosophique russe, il fixe le cap de la Russie en politiques intérieure et extérieure « sérieusement et pour longtemps », pour reprendre la formule de Lénine à propos du pouvoir des bolcheviks.

## Le « choc des interprétations »

---

De nombreux experts russes et étrangers qualifient Vladimir Poutine de « conservateur libéral »<sup>6</sup>. Richard Sakwa, l'un des plus meilleurs spécialistes britanniques de la politique russe contemporaine, remarque que le « centrisme poutinien », comme incarnation de la « troisième voie » de la Russie, « repose sur la tradition du conservatisme libéral » fondée par de grands philosophes de la première vague d'émigration russe comme Pierre Struve et Siméon Frank<sup>7</sup>.

Le chercheur canadien Paul Robinson estime lui aussi que « Poutine s'inscrit dans la longue tradition russe du "conservatisme libéral" », ce qui l'amène à la conclusion suivante :

« La question ici n'est pas de savoir si le conservatisme libéral est le bon choix pour la Russie. Le problème, c'est plutôt le fait que nous autres en Occident n'avons pas su reconnaître la nature de cette idéologie. Poutine a une vision claire d'un État de droit fort et centralisé, aux compétences définies et limitées, ce qui est conforme à des écoles de pensée spécifiquement élaborées en Russie. Nos relations avec la Russie se trouveraient grandement améliorées si nous reconnaissons et acceptons cette réalité, au lieu de combattre une caricature de l'État policier »<sup>8</sup>.

Ce point de vue a ensuite été soutenu et approfondi par le chercheur américain Paul Grenier, qui a souligné que Vladimir Poutine se donnait pour modèle l'un des plus importants philosophes de l'émigration russe du XX<sup>e</sup> siècle, Ivan Ilie, lequel est justement considéré comme l'incarnation du « conservateur libéral »<sup>9</sup>.

Cependant, plusieurs experts ne partagent pas cette approche et assurent que le « virage conservateur » auquel la

<sup>6</sup> Y compris l'auteur de ces lignes. Voir L. Poliakov, « Liberal'nyj konservator. Imenno takim predstavljâetsâ Vladimir Putin, sudâ po ego zaâvleniâm » [Un conservateur libéral : c'est ainsi qu'apparaît Vladimir Poutine si l'on en juge par ses déclarations », *Nezavisimaïa Gazeta*, 2 février 2000, p. 8, « Idées et personnes ».

<sup>7</sup> R. Sakwa, *Putin. Vybor Rossii* [Poutine. Le choix de la Russie], Moscou, OLMA-Press 2006, p. 150 [traduction de l'anglais : Richard Sakwa, « Putin. Russia's Choice », 2004].

<sup>8</sup> P. Robinson, « Putin's Philosophy », *The American Conservative*, 28 mars 2012, <[www.theamericanconservative.com/articles/putins-philosophy/](http://www.theamericanconservative.com/articles/putins-philosophy/)>.

<sup>9</sup> P. Grenier, « A Conservative Russia ? This Means War ! (The Tragedy of American Ideology) », *Johnson's Russia List*, 24 mars 2015, <<http://russialist.org/paul-grenier-a-conservative-russia-this-means-war-the-tragedy-of-american-ideology/>>.

Russie se livre actuellement n'est que provisoire, à l'instar de l'ensemble de la politique du Kremlin, qui serait purement conjoncturelle. L'une des premières à formuler cette thèse a été Marlène Laruelle :

« Ce tournant conservateur ne se donne pas pour ambition de transformer la société russe. Il s'agit de l'idéologie dont les coûts sont les moins élevés, qui vise à satisfaire la majorité conservatrice et à créer un nouvel espace de consensus dépolitisé. Et elle présente l'avantage supplémentaire d'offrir au pays une nouvelle corde à son arc en termes d'image internationale »<sup>10</sup>.

Il existe trois arguments en faveur de cette vision. Premièrement, la haute élite politique, désignée sous le terme général de « Kremlin », n'a pas modifié ses principes fondamentaux. Ceux-ci peuvent se décliner de la manière suivante : du pragmatisme en politique intérieure, de la *Realpolitik* à l'international et un « nihilisme fondé sur le cynisme, le népotisme et le consumérisme ». Le conservatisme a été associé à ce tryptique pour sa « valeur ajoutée » idéologique, vouée à renforcer la légitimité – en baisse – du régime.

Deuxièmement, à la différence d'un régime qui évolue peu, la société russe, elle, a fortement changé. Une minorité libérale active a fait son apparition et a réclamé le droit de participer pleinement à l'exercice du pouvoir. Il fallait lui opposer un équivalent idéologique. Le conservatisme ciblant les masses a joué ce rôle. Le problème reste que ce conservatisme n'est en réalité nullement partagé par les élites russes. Davantage que cela : par le passé, le Kremlin a entretenu le consensus général en appelant à un patriotisme implicite, mais celui-ci risquait à terme de se muer en un nationalisme explicite qui pourrait menacer directement la stabilité de la Russie en tant que pays multiethnique et pluriconfessionnel. D'où l'invocation d'un « conservatisme *moral* » explicite censé consolider le *statu quo*.

Troisièmement, Poutine et son entourage proche, insiste M. Laruelle, utilisent le conservatisme pour marquer des points en politique étrangère en reprochant aux États-Unis et aux élites européennes de ne pas refléter l'opinion de leurs propres majorités conservatrices. À cet égard, le discours russe de politique étrangère diffère peu du discours des républicains conservateurs et des sympathisants du *Tea Party* aux États-Unis ou des militants d'extrême-droite européens. La chercheuse reconnaît d'ailleurs que le positionnement de la Russie suscite une « russophilie » croissante au sein des droites européennes, et livre le pronostic suivant :

<sup>10</sup> M. Laruelle, « Conservatism as the Kremlin's New Toolkit : an Ideology at the Lowest Cost », *Russian Analytical Digest*, n° 138, 8 novembre 2013, <[www.css.ethz.ch/publications/DetailansichtPubDB\\_EN?rec\\_id=2759](http://www.css.ethz.ch/publications/DetailansichtPubDB_EN?rec_id=2759)>.

« Les tentatives du Kremlin visant à élaborer une idéologie plus sophistiquée sont probablement vouées à l'échec. (...) Seule une mise en avant plus explicite du conservatisme moral peut avoir un effet positif pour le pouvoir. Ce type de conservatisme convient à la majorité silencieuse, respecte la hiérarchie sociale, ne remet pas en cause la légitimité du Kremlin, stigmatise les minorités sexuelles, qui sont moins dangereuses que les minorités ethniques, et est dénué de potentiel déstabilisateur. Et à l'inverse du nationalisme, qui peut relever à la fois de la pensée (idéologie) et de la pratique (politiques publiques et actes de violence), le conservatisme moral est avant tout un méta-discours. Il peut donc être proclamé sans que cela n'ait un impact profond sur les pratiques sociales »<sup>11</sup>.

En affirmant que le « tournant conservateur » actuellement à l'œuvre en Russie n'est qu'un instrument et que le conservatisme moral ne peut pas et ne va pas prétendre au statut de projet idéologique, M. Laruelle semble exposer le « dessein caché » du Kremlin. En réalité, elle ne fait que répéter, en se fondant sur l'exemple russe, ce que S. Huntington avait formulé dès 1957<sup>12</sup>. Par définition, le conservatisme en tant qu'idéologie politique, à la différence de ses concurrents « idéationnels » comme le libéralisme ou le communisme, ne propose pas à la société de projet idéal. Le conservatisme est une idéologie défensive, qui *protège* le paysage institutionnel existant contre toute tentative de le modifier radicalement ou de le détruire.

C'est précisément pour cela qu'on ne peut attendre de la part du conservatisme en plein essor dans la Russie actuelle qu'il exerce un leadership idéologique absolu, et encore moins un monopole idéologique. La qualification de « méta-discours » donnée au conservatisme russe actuel distingue significativement l'approche de M. Laruelle d'une tentative de présenter la situation actuelle comme une reformulation du célèbre « village Potemkine ». Les auteurs polonais Witold Rodkiewicz et Jadwiga Rogoża, qui reprennent dans une large mesure les conclusions de M. Laruelle, ajoutent leurs propres conclusions, plus critiques encore, sur la nature et les objectifs du « virage conservateur » russe :

« En réalité, le Kremlin utilise sa propre idéologie conservatrice d'une façon purement instrumentale. Son tournant vers le conservatisme n'a pour but que de renforcer la légitimité du régime en affirmant que celui-ci reflète la tradition du pays. Le véritable objectif du Kremlin est de maintenir un pouvoir étatique fort et centralisé, et la rhétorique conservatrice qu'il emploie sur les sujets de société et les questions morales ne relève que d'une énième "technologie politique", c'est-à-dire qu'il s'agit d'un outil destiné à manipuler l'opinion publique, aussi bien au niveau national qu'à l'étranger. L'invocation de cette idéologie ne signifie pas que les dirigeants actuels de la Russie adhèrent réellement aux valeurs conservatrices, ni qu'ils ont élaboré un programme

<sup>11</sup> Ibid., p. 4.

<sup>12</sup> S.P. Huntington, *op. cit.* [4].

de long terme destiné à mettre ces valeurs en pratique. En fait, c'est là un nouveau type de « village Potemkine », qui n'existe que pour détourner l'attention du grand public des vrais problèmes socio-politiques et économiques de la Russie, et pour fournir aux autorités des arguments justifiant l'application d'une politique intérieure répressive et d'une politique étrangère anti-occidentale »<sup>13</sup>.

Selon cette interprétation, le conservatisme n'est qu'un outil politique employé pour détourner les masses des vrais problèmes et pour justifier une politique intérieure répressive et une politique étrangère anti-occidentale. Les auteurs se demandent ensuite à quel point cet outil est efficace, envisageant qu'il s'agisse d'un « mirage volontaire » :

« L'adoption d'une nouvelle idéologie "conservatrice" et la mise en œuvre de ce projet politique conservateur semblent avoir porté leurs fruits pour le Kremlin à court terme. Mais à long terme, les conséquences pourraient être négatives pour les autorités »<sup>14</sup>.

Il est remarquable que même des auteurs aussi critiques envers la politique russe reconnaissent que le Kremlin a réussi, grâce à son « tournant conservateur », à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Cette admission montre en effet que les auteurs ne se contentent pas de dénoncer une manœuvre du pouvoir mais reconnaissent aussi qu'une majorité écrasante des citoyens russes est prête à accepter les nouvelles règles du « jeu idéologique ».

En d'autres termes, le Kremlin a réussi, en 2015, là où il avait échoué vingt ans auparavant : former au niveau national, autour des « valeurs conservatrices », un compromis pragmatique, si ce n'est un consensus idéologique. Cela représente indéniablement une nouvelle qualité de rassemblement national, ou plutôt un pas très important vers l'union de la « société » et du « pouvoir » – seul fondement possible de l'État russe post-soviétique.

À cet égard, il convient de souligner que même certains analystes russes libéraux, très critiques envers le régime actuel, reconnaissent que le « tournant conservateur » entrepris par le Kremlin s'inscrit de façon cohérente dans l'histoire récente du pays. Ainsi, Andreï Kolesnikov, directeur du programme « Politique intérieure russe et institutions politiques » du Centre Carnegie de Moscou, écrit :

<sup>13</sup> W. Rodkiewicz, J. Rogoza, « The Politics of the Putin regime », *Russian Analytical Digest*, n° 171, 14 juillet 2015.

<sup>14</sup> Ibid., p. 4. Les auteurs expliquent ces effets négatifs par le matérialisme de la majeure partie des élites, qui refusent de sacrifier leur bien-être sur l'autel des « valeurs conservatrices », ainsi que par la passivité des masses qui, sous l'influence du pouvoir, sont prêtes à effectuer un nouveau « tournant » idéologique, et enfin par le cynisme des autorités, qui construisent à l'aide du « conservatisme » un énième « village Potemkine ».

« D'un point de vue politique, la demande d'une idéologie conservatrice formulée par le peuple s'est développée parallèlement à la volonté des autorités de proposer, sur la base d'une telle idéologie, la bonne vision du monde et le juste mode de pensée et de comportement. En mars 2015, 49 % des Russes estimaient que le principal mérite de Poutine était d'avoir rendu au pays son statut de grande puissance. Bien sûr, l'"économie de l'offre" est encore ce qui fonctionne le mieux dans la réalité politique : l'idéologie conservatrice proposée par le pouvoir a engendré – en une décennie et demie – une demande forte pour une telle idéologie. Même si [...] après presque une décennie de transition sociétale et politique, de crise transformationnelle et de destruction de l'ordre socio-économique, la population était très réceptive à un tournant conservateur. »<sup>15</sup>.

A. Kolesnikov s'interroge également sur l'inscription dans la durée de ce tournant mais, à la différence de ses collègues polonais, il examine la possibilité que le « projet conservateur » cède la place à un « projet libéral ». En d'autres termes, il pose la « question éternelle » de tous les libéraux russes : quand la « modernisation de la Russie » va-t-elle enfin se produire ? Sa réponse : seulement lorsque l'« idéologie » cessera de se substituer à la réalité, car :

« la modernisation commence par un affranchissement vis-à-vis de la pensée mythologique et sacrée, par un dégrisement mental et éthique, par un retour à la vérité et au réalisme. C'est seulement à ce stade qu'apparaît la possibilité de former non pas une utopie ou une nouvelle idéologie, mais une image de l'avenir et un programme stratégique comprenant un objectif clair et une feuille de route »<sup>16</sup>.

Cette analyse très critique, mais assez objective, présente néanmoins une faille : l'apparition du conservatisme en tant qu'« idéologie nationale » y est perçue à la fois comme un processus naturel préparé par l'évolution post-soviétique de la Russie, et comme un processus « contre-nature » résultant d'une manipulation de la conscience collective par le pouvoir. « Le pouvoir » est perçu comme quelque chose qui a été imposé aux masses (de toute évidence, par le pouvoir lui-même), notamment par le biais de l'idéologie dite « conservatrice ». Autrement dit, de nombreux experts se placent dans le paradigme du « régime autoritaire » et interprètent ainsi toutes les recherches d'une nouvelle identité nationale et post-soviétique comme des manifestations de la « contrainte » imposée par le pouvoir à la société<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> A. Kolesnikov, « Rossijskaâ ideologiâ posle Kryma. Predely êffektivnosti i mobilizacii » [L'idéologie russe après la Crimée. Les limites de l'efficacité et de la mobilisation], Centre Carnegie de Moscou, 7 juin 2015, <<http://carnegie.ru/2015/06/30/ru-60606/id19>>.

<sup>16</sup> Ibid., p. 31.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, l'emploi teinté d'évidence de la formule « époque du conservatisme autoritaire dans la politique intérieure russe » : B. Lo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 86, janvier 2015,

Cependant, comme le reconnaît A. Kolesnikov, le « virage conservateur » en Russie s'est fait « à double sens » : le pouvoir et la société (en tout cas, la majeure partie de cette dernière) se sont retrouvés autour du conservatisme comme nouvelle forme du « contrat social ». Et contrairement à ce que prétend A. Kolesnikov, ce contrat ne consiste nullement en un troc « la Crimée et les "agrafes spirituelles" contre la liberté »<sup>18</sup>. En réalité, il prend une forme différente : les autorités reconnaissent à la société le droit au conservatisme moral, et la société considère qu'il est du *devoir* des autorités de suivre un cap conservateur en politique intérieure comme étrangère. Les deux le perçoivent et le présentent comme leur droit souverain.

---

<[www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_82\\_central\\_asia\\_bobolo\\_fra\\_janvier\\_2015\\_0.pdf](http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_82_central_asia_bobolo_fra_janvier_2015_0.pdf)>.

<sup>18</sup> A. Kolesnikov, *op. cit.* [15].

## Où mène le « tournant conservateur » ?

---

Le credo idéologique de Vladimir Poutine cité au début de cet article apparaît, de fait, comme la personnalisation du nouveau contrat social. Le pragmatisme poutinien s'appuie sur une base conservatrice. Cela signifie qu'il place les objectifs moraux au premier rang des grandes orientations de la politique intérieure et étrangère<sup>19</sup>. C'est précisément pour cela que les enquêtes portant sur la popularité et le degré d'approbation de l'action du président russe montrent depuis déjà un an et demi des chiffres deux voire trois fois supérieurs à ceux que les leaders occidentaux obtiennent dans leurs pays respectifs.

Mais ce constat n'implique pas que la totalité de la société russe soit devenue conservatrice. Ce n'est pas le cas, tant au niveau des élites qu'à celui des masses. Citons cet aveu remarquable de l'un des membres du premier cercle de Vladimir Poutine, le vice-Premier ministre Igor Chouvalov :

« Je comprends bien que dans les processus politiques, il est parfois important de qualifier quelqu'un de libéral, un autre de conservateur ou d'une autre manière encore. Mais je vous assure qu'au sein du gouvernement il n'y a ni libéraux ni conservateurs. Quelle que soit la façon dont on puisse me décrire, j'ai toujours été et je reste un pragmatique. Peu m'importe de qui vient telle ou telle idée : des libéraux, des communistes, de Russie juste, de Russie unie... Si ces idées sont intéressantes et utiles, si elles peuvent aider à améliorer notre vie et à renforcer notre économie, je les utiliserai. L'essentiel étant qu'au final, on n'obtienne pas une salade indigeste »<sup>20</sup>.

Cette déclaration peut sembler paradoxale alors que le gouvernement est dirigé par le président du parti Russie unie Dmitri Medvedev. Une explication tient au fait que Russie unie

<sup>19</sup> Un exemple éloquent d'explication politique du conservatisme moral s'est produit lors de l'Adresse annuelle à l'Assemblée fédérale du 4 décembre 2014, où Poutine a ouvertement déclaré que « pour la Russie, la Crimée, l'antique Korsun, Chersonèse ou encore Sébastopol possèdent une importance historique primordiale, sacrée. De la même façon que le mont du Temple à Jérusalem est sacré pour ceux dont la confession est l'islam ou le judaïsme. C'est ainsi que nous les considérerons désormais et pour toujours ». Adresse annuelle du président à l'Assemblée fédérale, 4 décembre 2014, <[www.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/47173](http://www.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/47173)>.

<sup>20</sup> Allocution prononcée lors de l'« heure du gouvernement » à la Douma d'État, 30 janvier 2015, <[www.russia-today.ru/article.php?i=1294](http://www.russia-today.ru/article.php?i=1294)>.



elle-même a, ces derniers temps, cessé de se présenter exclusivement comme le parti des conservateurs. S'il est vrai que l'électeur de base se reconnaît généralement dans les valeurs du conservatisme moral, la perception collective du terme « conservateur » reste particulièrement floue. Les sociologues du VTsIOM (Centre panrusse d'étude de l'opinion publique) l'ont établi dans le rapport « La nébuleuse du conservatisme russe », présenté en mai 2014<sup>21</sup>.

Ainsi, à la question « Qu'est-ce qui vous vient en premier à l'esprit lorsque vous entendez les mots "conservateur" ou "personne conservatrice" ? », 38 % des sondés ont répondu par des termes positifs, 32 % par des termes négatifs et 31 % n'ont pas su répondre. Et à la question de savoir si le fait de qualifier quelqu'un de conservateur était positif ou négatif, 43 % des sondés ont répondu que c'était positif, 37 % ont opté pour négatif et 21 % ne se sont pas prononcés.

La perception du conservatisme a connu une dynamique intéressante de novembre 2003 à février 2014. Le nombre de ceux qui estiment que « le conservatisme, c'est ce qui permet de conserver les coutumes et les traditions du pays, ainsi que l'ordre social existant, et d'avancer sans chocs et bouleversements » est passé de 44 % à 56 %. Mais, dans le même temps, la proportion des personnes jugeant que le conservatisme « ne permet pas à la société d'avancer » a également augmenté, passant de 27 % à 31 %.

Tout aussi significative est l'évolution des réponses à la question « Personnellement, avez-vous ou non de la sympathie pour les idées conservatrices ? ». En 2003, les réponses « oui, absolument » et « plutôt oui » avaient été choisies par 37 % des sondés, alors que 33 % avaient répondu « absolument pas » ou « plutôt non » (30 % ne se prononçaient pas). En 2014, les réponses « oui, absolument » et « plutôt oui » sont passées à 48 %, « absolument pas » et « plutôt non » à 35 % et seuls 17 % des personnes interrogées ne se sont pas prononcées.

Ces chiffres montrent qu'en dépit de l'indéniable montée des sympathies pour les idées conservatrices, le rapport à la marque politique « conservateur » reste extrêmement ambivalent. Cela signifie que pour transformer le conservatisme en une idéologie nationale qui définirait réellement les priorités de la politique intérieure comme extérieure, le Kremlin devra nécessairement expliciter le contenu de ce méta-discours. Il s'agit non pas du contenu relatif aux besoins politiques immédiats (répondre au défi posé par l'opposition libérale, renforcer la légitimité du régime, etc.), mais du contenu qui porte sur les objectifs stratégiques à long terme.

<sup>21</sup> « La nébuleuse du conservatisme russe », VTsIOM, 16 mai 2014, <[http://wciom.ru/fileadmin/file/reports\\_conferences/2014/2014-05-16-konservatizm.pdf](http://wciom.ru/fileadmin/file/reports_conferences/2014/2014-05-16-konservatizm.pdf)>.

Il reste à savoir quand et comment ces démarches seront entreprises. On peut néanmoins supposer qu'une telle clarification pourrait avoir lieu sur au moins trois sujets, dont deux relèvent de la politique intérieure et le troisième de la politique étrangère.

Premièrement, le « tournant conservateur » pourrait être présenté comme un prolongement de la rhétorique autour de la « démocratie souveraine », en vogue il y a dix ans – mais avec un sens nouveau, et dans un contexte différent. Rappelons que ce terme, introduit par Romano Prodi en 2004, avait été employé en Russie dans un seul objectif : proclamer le droit souverain de la Russie à l'indépendance vis-à-vis de toute ingérence extérieure en politique étrangère. Un retour aujourd'hui au discours de la « démocratie souveraine » mettrait l'accent sur la politique intérieure.

Le « tournant conservateur » permet au pouvoir de s'adresser à la grande majorité des citoyens russes – qui représentent, constitutionnellement, le « souverain » du pays – dans un but fondamentalement nouveau. Il s'agit de donner aux citoyens une possibilité inédite d'influencer le cap politique du pays. Le sentiment est ainsi créé que le peuple est associé à la prise de décision.

En d'autres termes, le conservatisme en tant qu'identité nationale idéologiquement définie devient un moyen d'auto-représentation du peuple souverain tel que décrit par J.-J. Rousseau dans son traité *Du Contrat social*. Il s'agit du droit souverain du peuple russe, aussi « étrange » et contraire aux principes des démocraties libérales occidentales et aux préférences de la minorité libérale russe que puisse paraître son choix de mode de vie, de normes morales et d'ordre politique. Le conservatisme peut, là aussi, être perçu comme un instrument, mais non plus comme un « outil du Kremlin » : au contraire, il devient alors un instrument employé par le peuple, grâce auquel ce dernier affirme son droit souverain à choisir sa voie de développement.

Le deuxième vecteur du potentiel stratégique du « tournant conservateur » peut être le nouveau modèle d'intégration du pluralisme culturel dans le cadre du très spécifique fédéralisme russe. Si la Constitution russe de 1993 a entériné *de jure* le principe fédératif de l'État russe, ce principe est loin d'être appliqué *de facto*. La diversité ethno-confessionnelle de la Russie (comparable uniquement à celle de l'Inde) représente à la fois un puissant moteur de développement et une source de problèmes non négligeables. La création en mars 2015 de l'Agence fédérale pour les nationalités reconnaît implicitement ce fait.

Le directeur de cette agence, Igor Barinov, a expliqué que son objectif premier consistait à créer un système complet de monitoring, d'analyse et de prévision des conflits ethniques et confessionnels, qui permettra de « non seulement constater après

coup que tel ou tel événement est survenu, mais d'anticiper une menace potentielle, une masse critique en formation qui pourrait aboutir à un conflit ethnique ou confessionnel »<sup>22</sup>.

Il est à l'évidence nécessaire de réduire le risque de conflits dans les régions russes. Mais une stratégie de long terme sur ces questions pourrait être bâtie sur la volonté d'utiliser le conservatisme comme un instrument de légitimation des spécificités ethno-culturelles et religieuses non seulement dans les « républiques nationales » de la Fédération mais dans toutes les régions sans exception. C'est précisément là que peut être mise à contribution de façon efficace l'affirmation de Vladimir Poutine que la Russie est une civilisation à part – une thèse qu'il a avancée lors de sa campagne présidentielle en janvier 2012. Il écrivait alors dans son article « La question russe » : « L'auto-identification du peuple russe, c'est une civilisation multiethnique unie par le noyau culturel russe. » Au fond, il formule ainsi une « troisième voie », située entre le projet multiculturel occidental, dont Poutine estime qu'il a échoué, et le défi que constitue le projet alternatif d'un « État national » qui serait fondé « exclusivement sur l'identité ethnique »<sup>23</sup>.

De fait, le fédéralisme hérité de l'époque soviétique peut obtenir une impulsion radicalement nouvelle grâce à l'interprétation qu'en fait le conservatisme. En URSS, l'ensemble des républiques (les quinze républiques socialistes soviétiques de l'Union et les républiques autonomes appartenant à la RSFSR) étaient « nationales par leur forme et socialistes par leur contenu ». Selon la vision des idéologues du parti communiste, tout ce qui était national devait à terme être nivelé de sorte qu'apparaisse une « nouvelle collectivité historique » : le « peuple soviétique » *non national*. Comme chacun sait, la montée en puissance des mouvements nationaux provoquée par la perestroïka a été l'un des facteurs d'implosion de l'URSS. Au vu de cette leçon, il est possible de retourner la formule soviétique en définissant la civilisation de Russie comme une fédération de sujets nationaux unis par le conservatisme.

Enfin, la troisième application envisageable du « tournant conservateur » apparaît dans le déplacement des priorités en matière de politique étrangère vers l'Est et, particulièrement, vers la région Asie-Pacifique. Plusieurs travaux que nous avons cités ci-dessus ont souligné que le discours conservateur du Kremlin rencontre un accueil favorable auprès des politiciens occidentaux de droite et d'extrême-droite.

<sup>22</sup> Entretien de Dmitri Medvedev avec le directeur de l'Agence fédérale pour les nationalités Igor Barinov, <government.ru>. 29 juillet 2015, <<http://government.ru/news/19081/>>.

<sup>23</sup> V. Putin, *Rossia sosredotačivaetsâ. Orientiry* [La Russie se concentre. Repères], OLMA Media Group. 2012, p. 19. Notons que l'échec du multiculturalisme a également été constaté par la chancelière allemande Angela Merkel, via sa fameuse formule « Multikulti ist Tot » (« le multi-culturalisme est mort »).

Cependant, le tournant vers l'Asie s'allie bien avec le discours conservateur. La forme poutinienne du conservatisme – un développement basé sur les traditions nationales – correspond à la fois aux expériences de modernisation que certains pays asiatiques ont pu connaître (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Singapour) et aux intentions des prochains pays émergents de l'Est et du Sud-Est asiatique. Cette formule correspond surtout à l'expérience d'un partenaire stratégique de la Russie contemporaine : la Chine.

Certes, le parti communiste de ce pays construit un socialisme spécifiquement chinois, mais c'est précisément cette spécificité qui permet de procéder à la modernisation par l'évolution et non par la révolution. Ce n'est pas un hasard si à la dernière réunion du Club Valdai, l'un des éminents intellectuels chinois, le professeur Feng Shaolei a interrogé le président Poutine sur la spécificité de la conception russe du conservatisme, et lui a demandé si ce serait « le concept dominant pour la modernisation de la Russie ou un concept provisoire qui ne durera que pendant un certain laps de temps »<sup>24</sup> : la réponse de Poutine à cette question concrète est citée au début de cet article. Mais la réponse à la question que pose l'article lui-même reste encore à appréhender.

---

<sup>24</sup> Réunion du Club Valdai, 24 octobre 2014, <<http://kremlin.ru/events/president/news/46860>>.

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-503-1  
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri  
27, rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIQUE  
Tél. : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Website : [ifri.org](http://ifri.org)